

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Maître de l'ouvrage

SMC du haut val de Sèvre et Sud Gâtine

Objet de la consultation

Aménagement d'un Terrain « Terre blanche » et réalisation d'un parking VL au Siège du SMC à St Eanne (79)

Remise des offres

Date et heure limites de réception des offres : **le 18 mai 2015 à 11h00**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION	
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	
2-1. Définition de la procédure	
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	
2-3. Nature de l'attributaire	
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières	
2-5. Variantes	
2-6. Options	
2-7. Délai de réalisation	
2-8. Modifications de détail au dossier de consultation	
2-9. Délai de validité des offres	
2-10. Propriété intellectuelle	
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense	
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau	
2-13. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain	
2-14. Appréciation des équivalences dans les normes	
ARTICLE 3. PRESENTATION DES OFFRES	
3-1. Solution de base	
3-2. Variantes	
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES	
4-1. Sélection des candidatures	
4-2. Jugement et classement des offres	
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concernant :

« Aménagement d'un Terrain « Terre blanche » et réalisation d'un parking VL au Siège du SMC
à St Eanne (79) »

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

Siège du SMC

Zone industrielle du Verdeil

79800 STE EANNE

Lieu où l'on peut retirer le dossier de consultation GRATUITEMENT :

SMC du haut val de Sèvre et Sud Gâtine
Zone industrielle du Verdeil, 79800 Ste EANNE
Tél : 05.49.05.37.16 - Fax : 05.49.05.00.09

Par voie dématérialisée à l'adresse suivante : mtribot@smc79.fr

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la **procédure adaptée** définie à l'article 28 du Code des Marchés Publics (CMP).

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, ni en lots.

2-3. Nature de l'attributaire

Chaque marché séparé sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés solidaires.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats doivent compléter le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) par tous plans, dessins, épreuves, fiches techniques des produits ou matériaux proposés, si la demande en est formulée dans le CCTP.

Toutes omissions éventuelles dans le CCTP devront être signalées par écrit au Maître d'oeuvre dans un délai de 8 jours avant la date fixée pour la remise de prix.

2-5. Variantes

Les variantes sont acceptées à partir du moment où l'entreprise a répondu préalablement à la base.

2-6. Options

Les candidats devront répondre obligatoirement aux options prévues au marché.

2-7. Délai de réalisation

Le délai d'exécution (mois de préparation compris) sera fixé dans l'acte d'engagement et devra être respecté.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

La Personne Responsable du Marché se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-10. Propriété intellectuelle

Les propositions techniques et les variantes présentées par les candidats demeurent leur propriété intellectuelle.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Si l'entrepreneur propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières la clause suivante :

"L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après, mis en œuvre sur sa proposition :

Pendant le délai de ____ ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du(des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage.

Cette garantie particulière couvre les dommages qui n'engagent pas la présomption de responsabilité décennale des entreprises."

2-13. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

2-14. Appréciation des équivalences dans les normes

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le candidat devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

ARTICLE 3. PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation est remis à chaque candidat en un seul exemplaire.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentations associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le règlement de consultation à parapher et à signer.
- L'acte d'engagement à compléter, à parapher et à signer.
- Le Bordereau des prix unitaires.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Les plans.

3-1.2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par chaque candidat **concernant le lot** pour lequel il remet une offre sera placé sous enveloppe cachetée qui contiendra les pièces suivantes :

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Les pièces relatives à la candidature :

- Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

1. Situation juridique - références requises

- Lettre de candidature DC1 (anciennement DC4)
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- Une déclaration sur l'honneur du candidat dûment datée et signée pour justifier (DC2) (anciennement DC5):
 - qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales ou NOTI2 (anciennement DC7),
 - qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne
- La forme juridique du candidat ;
- En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- Le(s) lot(s) pour lequel/lesquels la candidature est déposée ;
- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché ;

2. Capacité économique et financière - références requises

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux auxquels se réfère le(s) marché(s), réalisés au cours des 3 derniers exercices;

3. Capacité technique - références requises

- Une déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
- La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le maître de l'ouvrage public ou privé, les prestations exécutées en propre et celles sous-traitées ;
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution de l'ouvrage et une déclaration mentionnant les techniciens ou les organismes techniques dont le candidat disposera pour l'exécution de l'ouvrage ;

Parmi les critères prévus, un poids particulier sera attribué à :

- Qualifications professionnelles
- Références des prestations similaires

Le candidat peut, afin de simplifier la fourniture de certains documents ou attestations, produire la déclaration du candidat refondue (formulaire DC2) disponible sur le site Internet du Ministère en charge des Finances : (www.finances.gouv.fr), idem DC1

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Et les pièces relatives à l'offre :

- Un projet de marché comprenant :

- **L'acte d'engagement** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du prestataire ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le candidat doit compléter cet acte d'engagement qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement (ces demandes sont formulées dans l'annexe de l'acte d'engagement).

Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra joindre, en sus des renseignements exigés par l'article 114 1° du CMP :

- Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne

– Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références).

Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance forfaitaire prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- **Le devis** correspondant à l'offre de l'entreprise (bordereau de prix fourni)
- S'il y a lieu, le dossier des propositions techniques prévues aux 2-4 et/ou 2-6 ci-dessus ;

- Les documents explicatifs (mémoire technique – voir critère de jugement des offres au 4-2 ci-dessous)

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- Une note explicitant les dispositions d'organisation prévues par le candidat, pour assurer le bon déroulement, le suivi et la traçabilité de l'évacuation des déchets de chantier, en conformité avec l'article L 541-2 du Code de l'Environnement. Cet engagement du candidat supposera qu'il ait pris connaissance des contraintes de toute nature liées au traitement des déchets du chantier ;
- Tous documents techniques utiles demandés dans le CCTP ou le PGCSPPS.

3-1.3. Fourniture d'échantillons ou de matériels de démonstration

Sans Objet.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application du I a) de l'article 46 du CMP :

- L'un des documents suivants :
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers
 - ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an.
 - Une déclaration sur l'honneur du candidat certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 320, L. 143-3 et R. 143-2. en application du 3° de l'article R. 324-4 du Code du Travail abrogé par [Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. 9 \(V\)](#).
- Les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux I b) et II de l'article 46 du CMP.
- Ces documents seront remis par le candidat susceptible d'être retenu dans le délai de 4 jours à compter de la réception de la demande présentée par la Personne Responsable du Marché (PRM).

3-1.5. Documents à fournir par l'attributaire du marché

Les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises par l'attributaire avant la notification du marché.

Pour l'application de l'article [R. 8253-15 du Code du Travail](#) et 1-6.1 du CCAP, l'attestation sur l'honneur sera remise par l'attributaire avant la notification du marché.

3-2. Variantes -

Les candidats peuvent présenter une offre comportant des variantes par rapports aux spécifications des cahiers des charges qui ne sont pas désignées comme des exigences minimales à respecter dans le présent règlement.

Les variantes doivent être proposées avec l'offre de base.

Le dossier général "Variantes " comportera un sous-dossier particulier pour chaque variante proposée.

Chaque sous-dossier particulier sera constitué de toutes les pièces de l'offre de base qui sont modifiées par la variante ainsi que les options exigées au 2-6 ci-dessus.

De plus, y seront ajoutés :

- les adaptations à apporter éventuellement au CCAP ;
- les modifications du CCTP et des pièces annexes qui sont nécessaires pour l'adapter aux variantes proposées ;
- les pièces explicatives nécessaires à la compréhension de la variante (plans, notes de calcul, calendrier d'exécution, etc.).

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

4-1. Sélection des candidatures

A l'issue de l'analyse du contenu de la première enveloppe, ne seront pas admises :

- Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles 43 et 44 du CMP ;
- Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 45 du CMP et fixées à l'article 3-1.2 ci-dessus ;
- Les candidatures qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes notamment en appréciant les conditions de déroulement des marchés que le candidat a pu réaliser pour l'acheteur public au cours des 5 dernières années.

En cas de recours à la sous-traitance, si le candidat souhaite que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières de son ou ses sous-traitants, il devra justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

4-2. Jugement et classement des offres

Le pouvoir adjudicateur éliminera les offres non conformes à l'objet du marché ou au présent règlement de consultation.

Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères suivants, hiérarchisés et pondérés comme suit:

- LA VALEUR TECHNIQUE : 20 %

- DELAI : 30%

- PRIX : 50%

Le pouvoir adjudicateur examinera l'offre de base des candidats puis les variantes proposées, pour établir un classement. Les options seront prises en compte pour cet examen.

Les offres seront classées par ordre.

Si le candidat a demandé de prendre en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'un ou plusieurs sous-traitants au niveau de la candidature, il devra fournir le ou les demandes d'acceptation de ces derniers et d'agrément de leurs conditions de paiement dans l'enveloppe relative à l'offre. L'absence de ces documents entraînera le rejet de l'offre.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés à l'article 46 du CMP [dans un délai de 48h](#), son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par la PRM qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix sera rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, Le pouvoir adjudicateur se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

Au regard des évolutions législatives, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se réservent le droit de négocier avec les entreprises qui auront remis une offre conformément au décret n°2008-1355 du 19 décembre 2008 et au nouvel article 28 du CMP « le pouvoir adjudicateur peut négocier avec les entreprises ayant présentées une offre. Cette négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix ».

Cette négociation se réalisera dans le strict respect des règles de la concurrence, d'égalité et de transparence entre candidats.

La PRM pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros.

L'offre sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe extérieure portera l'adresse et mentions suivantes :

Offre pour : Aménagement d'un Terrain « Terre blanche » et réalisation d'un
parking VL au Siège du SMC
à St Eanne (79)

Candidat :

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**- SMC du haut val de Sèvre et Sud Gâtine–
Zone Industrielle du Verdeil
79800 Ste EANNE**

L'offre devra être adressée par pli recommandé avec avis de réception postal ou remise contre récépissé à l'adresse ci-dessus.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à/au :

Renseignements administratifs :

SMC haut val de Sèvre et Sud Gâtine – M. TRIBOT
Zone Industrielle du Verdeil
79800 Ste EANNE
Tél : 05.49.05.37.16 /Fax : 05.49.05.00.09
E-mail : mtribot@smc79.fr

Renseignements techniques :

Demande à formuler par écrit, maximum une semaine avant la date de remise des offres.

SMC haut val de Sèvre et Sud Gâtine – M. TRIBOT
Zone Industrielle du Verdeil
79800 Ste EANNE
Tél : 05.49.05.37.16 /Fax : 05.49.05.00.09
E-mail : mtribot@smc79.fr

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.